

Paris, 18 mars 2013

## **Retour sur la visite de M. Pères à Strasbourg. Israël, l'Union Européenne et les Palestiniens.**

Par Michel Roche, consultant indépendant, associé au groupe d'analyse de JFC Conseil

Le Président israélien a été reçu au parlement européen le 12 mars. A cette occasion il a prononcé un important discours qui lui a valu les applaudissements unanimes des parlementaires. L'évènement est suffisamment exceptionnel pour être remarqué : c'était la première fois depuis 28 ans que le Président de l'Etat d'Israël était reçu à Strasbourg.

Cet accueil tout chaleureux qu'il ait été, a malgré tout quelque chose de nostalgique. M. Pères représente en effet l'ancienne génération des responsables israéliens ; celle qu'au fond on aime bien. Il n'est pas difficile d'imaginer l'accueil qu'aurait reçu à sa place M. Néthanyahou, sans même avoir besoin d'évoquer l'ancien et imprésentable ministre des Affaires étrangères, M. Libermann.

M. Pères a certes quelque chose de rassurant, de bien élevé à l'ancienne mode ; mais il n'a guère la vision de l'homme d'Etat, ni le courage politique de M. Rabin. Certes le président israélien n'a pas de pouvoirs, mais il a une autorité morale et M. Pères a accepté sans broncher, quand il ne les a pas justifiées, les dérives que l'UE réproouve : blocage des négociations, renforcement de la colonisation et opérations de représailles à Gaza.

A Strasbourg, les désaccords de fond ont été poliment mis de côté pour la visite: les Européens ont un temps oublié la poursuite de la colonisation ou la question des produits originaires des colonies. Mais ils en ont l'habitude après tout.

Ce qui est probablement le plus intéressant dans cette visite c'est la nouvelle perception qu'Israël semble développer vis-à-vis de l'Europe. Le vieux continent serait moins perçu comme la région qui a inventé l'antisémitisme et est toujours sur le point d'y retomber, pour redevenir le partenaire normal qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être. Avec les troubles que connaît le monde arabe, Israël n'a effectivement pas beaucoup le choix de ses alliés.

M. Pères est donc venu rétablir une relation certes toujours forte, mais refroidie par la politique suivie par M. Netanyahou et ses amis. Sa démarche avait aussi un but politique précis. Un message est de plus en plus entendu chez les Israéliens et il a toutes les chances d'avoir été porté par M. Pères, même s'il n'a probablement pas dit aussi clairement en public. Il consiste en ceci : « il faut que les Européens s'engagent plus fortement à faire pression sur Israël pour ne pas lui donner un sentiment d'impunité (sic) ». Tel est en effet depuis peu, le mantra du jour.

C'est qu'une nouvelle analyse des équilibres s'impose désormais. Il est de plus en plus admis que le non règlement de la question palestinienne pèse sur la stabilité de toute la région, Israël compris, avec pour conséquence qu'il faudra bien relancer le processus de paix avec les Palestiniens. La question est même en train de devenir prioritaire. Il s'agit d'un tournant d'importance car jusqu'à tout récemment Israël pouvait avoir le sentiment que ce qui se passait à ses frontières ne le concernait pas et tirer ainsi la conclusion que la poursuite du blocage palestinien était sans conséquence.

L'appel qui est lancé aux Européens reflète un véritable désarroi, et le mot n'est pas trop fort, car nombre d'Israéliens constatent à la fois l'impasse dans laquelle le pays s'est lui-même mis et l'impossibilité des forces politiques actuellement aux commandes, de la surmonter. Pas plus la reconduction de M. Netanyahou à la tête du gouvernement que la participation des représentants

des colonies à ce gouvernement ne peut, en effet, annoncer une quelconque souplesse vis-à-vis des demandes palestiniennes.

Mais l'appel qui est lancé aux Européens comporte une contradiction intrinsèque. Demander à l'Europe de faire pression, c'est précisément ce qu'Israël a toujours voulu éviter et ce que son puissant lobby à Bruxelles a toujours combattu. Et c'est pour éviter toute difficulté avec l'état Hébreu que l'Europe se limite à un rappel périodique des principes juridiques internationaux sur Jérusalem-est et la ligne de cessez-le feu d'avant 1967, quitte à reconstruire sans barguigner sur ses deniers, les hôpitaux détruits par l'armée israélienne.

Dans ces conditions qu'attend-on de l'Europe ? Et quelle pression pourrait-elle bien faire sur Israël? Nos ministres devraient-ils enfin lire les rapports de leurs Consuls généraux qui répètent depuis plusieurs années que la colonisation va rendre impossible la création d'un état Palestinien ? On peut douter que ce soit le sens de l'appel des Israélien à l'Europe, comme on peut douter que des responsables européens se risquent à prêter le flanc aux graves accusations qui ne manqueraient pas de venir s'ils s'exprimaient clairement. L'appel aux Européens est probablement une marque de sagesse, mais pas de réalisme. M. Mitterrand avait donné le ton : au moment où il évoquait à la Knesset la création d'un état palestinien, M. Cheysson était chargé d'expliquer aux maires palestiniens que la France ne ferait rien pour les appuyer. Les doutes récemment exprimées au plus haut lieu sur l'engagement palestinien de Stéphane Hessel laissent entrevoir la permanence de cet état d'esprit.

La pression qui est attendue des Européens pourrait-elle alors viser à convaincre Israël de reprendre la négociation avec les Palestiniens, en passant par pertes et profits les faits accomplis ? Ce serait probablement beaucoup demander. Jusqu'à présent l'Europe a pu être un défenseur du droit international plutôt accommodant, sans qu'il en résulte de véritables inconvénients pour ses propres intérêts. En revanche, s'il s'agissait d'appuyer la reprise des négociations en sachant que le sort de Jérusalem-Est serait scellé tout comme celui des colonies, ce serait beaucoup lui demander. L'Europe ne peut pas le faire sans se renier, ni aller contre ses propres intérêts.

Au sommet de sa puissance Israël est peut être en train de découvrir qu'il a besoin que ses amis l'aident enfin à regarder en face la réalité. Encore faudrait-il qu'il soit prêt à écouter et non à vouloir instrumentaliser ces mêmes amis pour échapper à la réalité.

**Michel Roche**

Consultant indépendant

Associé au groupe d'analyse de JFC Conseil

[Réagir](#)